

Règlement de consultation



Intitulé du marché : Fourniture de kits de prélèvement en milieu aquatique d'ADNe spécifiques pour l'inventaire de deux amphibiens exotiques envahissants, la Grenouille taureau (*Lithobates catesbeianus*) et le Xénope lisse (*Xenopus laevis*) et analyse des prélèvements

Maître d'ouvrage : Société Herpétologique de France

Référence du marché : LIFE15 NAT/FR/000864 – A2

Mode de passation : Procédure formalisée sous la forme d'un appel d'offres ouvert

Date limite de réception des offres : 20 mars 2017 à 16h

Table des matières

Article 1. Acheteur.....	3
Article 2. Objet de la consultation.....	3
2-1-Objet du marché	3
2-2-Procédure de passation	3
Article 3. Dispositions générales	3
3.1. Décomposition du marché	3
3.1.1. Lots	3
3.1.2. Tranches	3
3.2. Durée du marché - Délai d'exécution.....	3
3.3. Modalités de financement et de paiement.....	3
3.4. Forme juridique de l'attributaire.....	3
3.5. Délai de validité des propositions	4
3.6. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles.....	4
3.6.1. Variantes	4
3.6.2. Prestations supplémentaires ou alternatives éventuelles	4
Article 4. Dossier de consultation	4
4.1. Contenu du dossier de consultation	4
4.2. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique.....	4
Article 5. Présentation des propositions	4
5.1. Documents à produire.....	4
5.2. Langue de rédaction des propositions	5
5.3. Unité monétaire	5
5.4. Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	5
5.5. Négociation	8
Article 6. Jugement des propositions	8
Article 7. Renseignements complémentaires	8

Article 1. Acheteur

Raison sociale : Société Herpétologique de France

Siège social : MnHn – CP41 – 57 Rue Cuvier – 75005 Paris

Siège administratif : Lieu-dit « Aux Tucoulets » - 32360 Peyrusse-Massas

Article 2. Objet de la consultation

2-1-Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de kits de prélèvement en milieu aquatique d'ADN environnemental (ADNe) spécifiques pour la réalisation d'inventaires de la Grenouille taureau (*Lithobates catesbeianus*) et du Xénope lisse (*Xenopus laevis*) et l'analyse des prélèvements effectués.

2-2-Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée sous la forme d'un appel d'offres ouvert, en application de l'article 25 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et de l'article II.9.1 de la Convention de Subvention signée avec la Commission Européenne dans le cadre du projet LIFE15 NAT/FR/000864.

Article 3. Dispositions générales

3.1. Décomposition du marché

3.1.1. Lots

Le marché ne fait pas l'objet d'allotissement.

3.1.2. Tranches

Le marché ne comporte pas de tranches.

3.2. Durée du marché - Délai d'exécution

Le délai d'exécution de la prestation est de 12 mois, à partir de la réception de la notification de marché par le prestataire. Les kits de prélèvement d'ADNe devront impérativement être livrés dans leur totalité au plus tard le 14 avril 2017.

3.3. Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire.

3.4. Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par l'acheteur.

L'acheteur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article 45 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.



En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article 45 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

En cas d'attribution à un groupement solidaire, l'acte d'engagement devra préciser le compte unique sur lequel les versements seront effectués.

3.5. Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3.6. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

3.6.1. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.6.2. Prestations supplémentaires ou alternatives éventuelles

Le marché ne comporte pas de prestations alternatives ou supplémentaires éventuelles.

Article 4. Dossier de consultation

4.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le règlement de consultation ;
- L'acte d'engagement ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le bordereau de prix.

4.2. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article 33 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, l'acheteur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, aux adresses suivantes :

- <http://www.boamp.fr/>
- <http://eur-lex.europa.eu/oj/direct-access.html>
- <http://lashf.org/>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Article 5. Présentation des propositions

5.1. Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat devra comporter les pièces justificatives relatives à la candidature et les documents relatifs à l'offre, détaillés ci-après.



- Les pièces justificatives de la candidature sont les suivantes :
 - La lettre de candidature en original : DC1 (disponible sur : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>) ;
 - La déclaration du candidat : DC2 (disponible sur : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>) ;
 - Le cas échéant, la déclaration du sous-traitant : DC4 (disponible sur : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>) ;
 - La composition et la qualification de l'équipe chargée de la réalisation de la prestation (noms, qualités et CV) ;
 - Les compétences et les expériences.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut s'appuyer sur d'autres opérateurs économiques (cotraitants, sous-traitants), conformément à l'article 45 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le candidat produit alors les mêmes documents concernant cet (ces) opérateur(s) économique(s) que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur.

- L'offre devra contenir :
 - L'acte d'engagement, complété, paraphé, daté et signé (cachet de l'entreprise). Ce document doit être intégralement renseigné sans surcharge ni rature. L'absence de signature en original entraînera *ipso facto* l'élimination de l'offre.
 - La note méthodologique précisant :
 - Les moyens mis en œuvre pour réaliser l'étude
 - La méthodologie proposée
 - Une proposition financière détaillée
 - Un RIB faisant apparaître IBAN et BIC (SWIFT).

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner prévue à l'article 45 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Un RIB faisant apparaître IBAN et BIC (pour les prestations dont le montant est supérieur à 600 € TTC, conformément à l'article 135 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.)

5.2. Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5.3. Unité monétaire

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante : l'euro.

5.4. Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis peuvent être sur support papier ou par voie électronique.



- Sur support papier

Les dossiers constitués par les candidats devront être transmis sous pli cacheté. L'enveloppe devra porter la mention suivante :

"LIFE15 NAT/FR/000864 – Fourniture et analyse de kits ADNe - NE PAS OUVRIR "

Et être adressée à :

Société Herpétologique de France
Lieu-dit « Aux Tucoulets »
32360 Peyrusse-Massas

Les plis contenant l'ensemble des documents énumérés à l'article 5.1 (documents relatifs à la candidature et documents relatifs à l'offre) devront être soit adressés par courrier avec accusé de réception ou par tout moyen permettant de donner date et heure certaine de réception et de garantir la confidentialité des documents, soit remis contre récépissé, à l'adresse précitée, et reçus avant la date indiquée sur la page de garde du présent règlement à 16 heures.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur auteur.

- Par voie électronique

Conformément aux dispositions de l'article 40 décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, l'acheteur autorise la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante : isabelle.chauvin@lashf.org et dans les conditions techniques suivantes.

Par application de l'Arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le candidat doit respecter les conditions relatives :

1. Au certificat de signature du signataire,
2. À l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

1. Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1^{er} cas : Certificat émis par une autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- www.references.modernisation.gouv.fr
- http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm
- <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.



2^{ème} cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Dans ce cas, le candidat transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé (preuve de la qualification de l'autorité de certification, politique de certification...)
- Les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation...)
- L'adresse du site internet de référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

2. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

1er cas : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

2ème cas : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE.

Dans ce cas, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- Le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- Le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

RAPPEL GENERAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

L'acheteur n'ayant pas la signature électronique, il sera demandé au candidat retenu de fournir l'acte d'engagement en version papier avec la signature originale.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis sur un support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB...) ou papier.

5.5. Négociation

Il n'est pas prévu de négociation.

Article 6. Jugement des propositions

- Critères d'examen des candidatures :
 1. Compétences sur la conduite de ce type de mission
 2. Références datant de moins de trois ans sur des projets similaires
- Critères de jugement des offres :
 1. Valeur technique de l'offre (60%) appréciée sur la base de la note méthodologique et selon les sous-critères suivants :
 - Moyens mis en œuvre pour réaliser l'étude (composition de l'équipe et CV des intervenants)
 - Méthodologie proposée
 - Expérience dans le domaine concerné
 - Démarche qualité de l'entreprise (certification, etc.)
 - Respect des délais
 2. Prix des prestations (40%)

Article 7. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires éventuels sur le dossier de consultation devront être sollicités dix jours au moins avant la date limite fixée pour la réception des offres :

- Par courrier, à l'adresse suivante :

Société Herpétologique de France
À l'attention de Monsieur le Directeur
Lieu-dit « Aux Tucoulets »
32360 Peyrusse-Massas

- Par mail, à l'adresse suivante : isabelle.chauvin@lashf.org